

## **Nos universités publiques sont en danger, la Région les enfonce**

L'Université Savoie Mont Blanc illustre tragiquement le manque de moyens qui frappe l'enseignement supérieur : pour alerter l'opinion, l'établissement a mis en scène la fermeture de ses portes<sup>1</sup>, dénonçant des dotations financières insuffisantes pour assurer l'accueil des étudiant·es, la qualité de l'enseignement et des conditions de travail dignes pour le personnel. Cette situation met en danger l'excellence académique et l'égalité d'accès aux savoirs.

Dans le même temps, la liberté académique est attaquée. Le ministère de l'enseignement supérieur a commandé un sondage sur l'antisémitisme destiné à l'intégralité du personnel universitaire qui a provoqué critiques et incompréhension.<sup>2</sup> En mêlant opinions politiques et religieuses à des stéréotypes sur les personnes juives et en collectant des données personnelles sensibles, ce questionnaire s'apparente à un véritable recensement des orientations politiques et religieuses des agents universitaires. Plusieurs syndicats et présidences d'université l'ont d'ailleurs dénoncé, soulignant qu'il porte atteinte aux libertés individuelles et à la neutralité académique.

Par ailleurs, les conseiller·es régionaux écologistes d'Auvergne-Rhône-Alpes condamnent fermement l'attitude de la Région vis-à-vis de l'Université Lyon 2. Récemment, Julien Théry, enseignant à Lyon 2, a publié sur ses réseaux sociaux une liste de 20 personnalités présentées comme « génocidaires à boycotter ». La présidence de l'université a immédiatement condamné ses propos, a déposé un signalement au procureur et a suspendu l'enseignant à titre conservatoire. Pourtant, Laurent Wauquiez, outrepassant encore sa simple fonction de conseiller régional, profite de la situation pour pointer du doigt l'université et se féliciter de la suspension de ses financements régionaux. La Région ne peut se substituer aux instances universitaires, ni suspendre son financement, ce qui s'apparente à des sanctions collectives. Nous faisons pleinement confiance à la présidence de l'université pour gérer cette question conformément aux procédures et aux valeurs académiques.

Pour Pascale Bonniet Chalier, conseillère régionale de la Métropole de Lyon : "L'enseignement supérieur doit rester un lieu de liberté et de débat. La Région ne doit pas s'immiscer dans les décisions internes des universités."

Nous affirmons notre soutien aux étudiant·es, aux enseignant·es et au personnel universitaire, pour défendre une université publique libre, solide et équitable, pilier essentiel de notre démocratie.

**Le groupe écologiste appelle la Région et l'État à cesser leurs ingérences qui ne font que pénaliser les étudiant·es et le personnel et feraient mieux de garantir aux universités publiques des moyens suffisants et pérennes, de respecter leur autonomie ainsi que les libertés académiques.**

---

<sup>1</sup><https://france3-regions.franceinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/savoie/chambery/notre-financement-est-epuise-cette-universite-annonce-sa-fermeture-et-fait-le-buzz-sur-les-reseaux-sociaux-3255268.html>

<sup>2</sup><https://www.ldh-france.org/le-projet-denquete-nationale-sur-lantisemitisme-dans-lenseignement-superieur-et-la-recherche-doit-etre-revu/>